

Un Grenelle alternatif et citoyen, pour accompagner le Grenelle officiel en créant un rapport de force favorable depuis l'extérieur.

Entretien avec Geneviève Azam, maître de conférence en économie à l'université de Toulouse II, membre du Conseil scientifique d'Attac.

Global Chance

Il nous a semblé utile de faire le point avec vous qui avez été parmi les promoteurs et les animateurs du Grenelle alternatif et citoyen. Pourquoi, tout d'abord, ce Grenelle alternatif ?

Geneviève Azam.

Il faut tout d'abord rappeler que nous n'avons pas participé au Grenelle officiel : nous ne sommes ni une ONG d'environnement ni un syndicat. En revanche, nous avons été constamment en contact avec des organisations qui y participaient, comme les Amis de la Terre, ou comme des syndicats qui sont membres fondateurs d'Attac. Pourquoi alors participer à la mise en place d'un Grenelle alternatif et citoyen ? Il nous a semblé important de travailler à la fois avec les parties prenantes du Grenelle, les ONG et les syndicats, mais aussi avec d'autres réseaux d'associations, qui, comme Sortir du nucléaire par exemple, n'étaient pas dans le Grenelle. C'était une manière de reposer le problème de l'expertise à un niveau citoyen, avec l'idée que ce qui allait émerger du Grenelle ne conduirait à des résultats concrets que s'il existait un rapport de forces favorable dans la société. Et ceci à un moment où la prise de conscience écologique se concrétise dans des luttes au quotidien. Dans notre esprit, il ne s'agissait pas de nous opposer au Grenelle, mais de construire un rapport de force favorable depuis l'extérieur. Nous savons que les mesures urgentes à prendre dans ce domaine ne peuvent pas être toutes consensuelles, du type « gagnant-gagnant ». L'urgence écologique ne dissout ni les intérêts privés, ni les appartenances sociales. Des choix politiques sont nécessaires pour faire valoir l'intérêt général par rapport à des intérêts catégoriels. Et puis surtout, il y avait pour Attac la volonté de poursuivre la construction de convergences entre des associations à vocation plutôt écologique, des organisations syndicales, des associations de solidarité internationale et des associations citoyennes.

La globalité de la crise écologique exige que soient recherchées des alternatives à la prédation conjointe des activités humaines et du travail et de la nature, au Nord et au Sud. Nous avons enclenché cette démarche en mars dernier, avant le Grenelle, en organisant avec ces organisations un séminaire intitulé : « Les mouvements sociaux confrontés à la crise écologique ». C'est d'ailleurs une des avancées du Grenelle, unanimement reconnue, que cette meilleure connaissance entre mouvements sociaux, ONG d'environnement et parfois collectivités locales.

Global Chance

Le communiqué de presse d'Attac consécutif aux déclarations de Nicolas Sarkozy exposant à l'issue de la première étape du Grenelle les décisions adoptées me paraît un peu décalé par rapport à ce relatif optimisme que vous affichez...

Geneviève Azam

Il ne s'agit ni d'optimisme, ni de pessimisme. Le Grenelle officiel a permis que la question écologique soit débattue sur la place publique. Mais nous avons évidemment été soucieux de l'instrumentalisation politique de la crise écologique et de l'émergence d'une écologie qui se voudrait asociale et apolitique. Nous souhaitons alerter l'opinion sur le danger qu'il y aurait à accepter l'idée que l'écologie serait au-dessus des intérêts privés et qu'on pourrait par conséquent construire par consensus une politique efficace en ajoutant les uns aux autres l'ensemble des intérêts particuliers et l'intérêt général. Le cas des OGM est emblématique de cette contradiction. On sait bien maintenant que la cohabitation des cultures OGM et des cultures traditionnelles n'est pas possible. C'est un enjeu pour les firmes, pour les paysans, pour les consommateurs, et au-delà, pour la biodiversité. Il faut donc choisir à un moment donné entre les intérêts privés de quelques-uns et l'intérêt général. C'est le rôle du politique, qui ne peut pas se défausser der-

rière une illusion de consensus. Et c'est le cas pour toutes les questions environnementales. L'impératif de « sauver la planète » est en même temps un impératif politique et démocratique qui doit se protéger de l'idée d'une humanité fusionnelle et réconciliée, dans laquelle les conflits et les responsabilités particuliers auraient disparu. C'était le sens de notre communiqué, c'est le sens de notre engagement pour faire vivre une écologie sociale et politique.

Global Chance

Je trouve que l'exemple des OGM que vous avez pris pour illustrer votre propos est un peu particulier parce qu'on est dans un cas où il existe une très forte contestation militante et un rejet du public, alors que dans d'autres cas, je pense aux économies d'énergie par exemple, on est plutôt dans les domaines du consensus, au moins au niveau du discours.

Geneviève Azam

Il est vrai que sur un sujet comme les économies d'énergie, on peut trouver un consensus. Jusqu'à un certain point. En effet, les entreprises du bâtiment ont un intérêt évident à réaliser un vaste programme de réhabilitation thermique du parc de bâtiments, les collectivités locales y voient un intérêt en termes de créations d'emplois et en même temps ce programme a une importance majeure pour la lutte contre le changement climatique. Mais cela suppose des finances publiques, ne serait-ce que pour permettre l'accès de ces programmes aux plus démunis et pour catalyser l'ensemble du dispositif. Je ne crois pas qu'un programme d'une telle ambition puisse se passer de l'intervention incitative, réglementaire et financière de l'État. Et là commencent les difficultés avec une « écologie de marché » selon laquelle le jeu du marché pourrait permettre à lui seul la régulation. Sans cette intervention, seuls des morceaux de ce programme correspondant aux intérêts bien compris de groupes particuliers de partenaires verront le jour.

Global Chance

Je reviens au Grenelle alternatif et citoyen. En assistant à sa dernière séance à St Denis, j'ai eu l'impression que, presque unanimement, les porte-parole des mouvements présents étaient finalement plutôt satisfaits des avancées du Grenelle officiel.

Geneviève Azam

Je crois qu'en effet il y avait consensus parmi les ONG sur le fait que Grenelle a donné un coup d'accélérateur à la prise de conscience publique de la crise écologique. C'est un point très positif. Et pour les associations écologiques, qui se battaient pour la plupart depuis des années et souvent dans une certaine marginalité, c'est une reconnaissance à la fois de l'importance et de la légitimité de leur cause et de la pertinence de leur expertise. Ce n'est pas rien ! Je pense aussi que cette reconnaissance collective n'est pas pour rien dans le changement d'attitude des mou-

vements syndicaux vis-à-vis des ONG d'environnement, qui les considèrent aujourd'hui comme des partenaires à part entière, ce qui n'était pas du tout évident, il y a encore quelques années. Mais des avancées du processus en tant que tel aux décisions à venir, il y avait un grand pas, qui, nous pouvons le dire aujourd'hui, n'a pas été franchi.

Global Chance

J'avais eu l'occasion, à cette dernière séance du Grenelle alternatif, de m'étonner de l'absence d'inquiétude manifestée par les participants sur une reprise en main de l'administration dans la phase suivante, reprise en main qui me paraissait inéluctable et très dommageable. Cela ne semblait pas à l'époque faire partie des préoccupations des participants à la table ronde finale...

Geneviève Azam

C'est vrai que nous étions plus préoccupés par les contradictions politiques à l'intérieur du gouvernement, avec la mise en place de la commission Attali, la remise en cause du principe de précaution, les contradictions entre le ministère des finances et le Medad, etc..

Global Chance

Je voudrais aborder un autre point, celui de la cohérence d'ensemble des propositions des différents groupes du Grenelle et même de la cohérence interne des propositions de ces groupes avec leurs objectifs affichés. En quoi en effet la somme des propositions qui ont trouvé un consensus fait-elle un programme cohérent vis-à-vis de la lutte contre la crise écologique reconnue ?

Geneviève Azam

Il est certain que l'addition de mesures techniques ne fait pas un programme. Et il n'y a pas eu de consensus sur les grands points qui auraient pu indiquer non pas des « solutions » à la crise écologique, mais la possibilité d'une réouverture des possibles au lieu de la fuite en avant qui semble bien se poursuivre. Je pense en particulier aux différents moratoires qui étaient demandés. En revanche, le processus entamé nous contraint à penser les transitions nécessaires pour sortir du modèle productiviste et les négociations ne peuvent pas être du type tout ou rien. Quelles sont les mesures à négocier à court terme et donc quels sont les compromis qui permettent à la fois de faire face à l'urgence et d'engager durablement les transitions écologiques et sociales qui s'imposent ?

Global Chance

Je ne suis pas sûr d'avoir bien compris. Vous dites que les ONG ont appris le compromis et que c'est une avancée. Mais est-ce qu'il faut payer cela d'un risque de voir les objectifs affichés loin d'être remplis, avec les conséquences pour la crise écologique et la déception très forte qui s'en suivraient ?

Geneviève Azam

Je ne dis pas que les ONG environnementales ont « appris » le compromis, elles sont d'ailleurs suffisamment diverses pour ne pas les agglomérer ainsi. Quand on entre dans une négociation, les risques dont vous parlez existent et la négociation peut aussi s'interrompre. Le refus du projet de loi sur les OGM par les organisations environnementales en est un exemple. La poursuite du combat sur le terrain contre la construction des autoroutes ou des incinérateurs également. Et ce sont également les risques dont vous parlez qui ont inspiré l'initiative des Grenelle alternatifs et citoyens, pour maintenir le lien avec les associations qui négociaient et faire émerger les propositions à partir d'un débat citoyen. Nous en sommes au commencement, le Grenelle n'est pas un chapitre terminé.

Global Chance

Venons-en au futur proche. J'ai l'impression en effet qu'on a mangé notre pain blanc et que la vraie bagarre est devant nous. Qu'en pensez-vous ?

Geneviève Azam

Quand on voit la discussion de la loi OGM au Sénat, on voit bien que l'affaire n'est pas gagnée. Mais c'est là que nous pensons que notre analyse initiale de la nécessité de créer un rapport de force national et local sur ces sujets retrouve toute sa valeur. Quand on va reparler d'autoroutes, de transport ferroviaire, d'incinérateurs et aussi du nucléaire, absent des négociations du Grenelle, c'est la mobilisation citoyenne qui fera la différence. Le rapport de forces n'est pourtant pas toujours aussi favorable que sur les OGM pour lesquels la mobilisation est très forte et médiatisée depuis plusieurs années.

Global Chance

Mais justement, ne craignez-vous pas que les ONG, nouvellement reconnues par le pouvoir, risquent de rester engluées dans une cogestion dangereuse ?

Geneviève Azam

C'est bien pour ces raisons que nous soulignons la responsabilité de la puissance publique et que nous sommes critiques vis-à-vis de nouvelles formes dites de « gouvernance » qui mettraient sur un même pied des acteurs privés (ONG, associations, syndicats, entreprises) et l'État. Il s'agit d'une déresponsabilisation du politique qui s'accorde avec l'idéologie néolibérale et qui conduit à une confusion entre les intérêts privés et l'intérêt commun. Il ne s'agit pas pour les ONG de gérer la crise mais de faire avancer, de l'intérieur et de l'extérieur, un certain nombre de dossiers.

Global Chance

Et quid de l'action vis-à-vis des parlementaires qui considèrent souvent que cette tentative d'exercice de démocratie participative qu'a été le Grenelle est dirigée contre eux et les dépossède de leur pouvoir ?

Geneviève Azam

C'est aux parlementaires de réaffirmer leur pouvoir et de ne pas participer à leur propre dissolution, à un moment, il est vrai, où le pouvoir du Parlement tend à être contourné. Comme nous l'avons fait pour la question du référendum sur le traité européen, nous continuons à nous adresser à eux pour qu'ils se saisissent des dossiers et expriment leurs choix. La répercussion des luttes locales dans leur circonscription peut être un moyen de les atteindre et de les convaincre. Et pourquoi ne pas proposer un colloque à l'Assemblée nationale entre les acteurs du Grenelle et les députés et sénateurs pour que s'engage une vraie discussion directe ? Ce qui me semble favorable au dialogue, c'est la prise de conscience collective de la crise écologique. De la prise de conscience aux choix et à l'expression politique, il y a cependant un pas, que les mobilisations citoyennes, ancrées localement, peuvent permettre de franchir.

Global Chance

Reste, et c'est tout le problème, au-delà de cette prise de conscience, à faire progresser l'idée que cette crise écologique n'est pas « hors sol », qu'elle a des causes et des conséquences liées à la crise sociale et qu'il faut donc se préoccuper de la solution de ces crises dans le même mouvement. Et là me semble-t-il, Attac est bien placée pour faire avancer la prise de conscience...

Geneviève Azam

Dans cet esprit et dans la suite des Grenelle alternatifs et citoyens, nous avons organisé en janvier, au moment du forum social mondial décentralisé, une première réunion publique sur la fiscalité écologique, avec des ONG environnementales et des syndicats. En effet, la proposition d'une taxe CO₂, qui a été reprise dans les conclusions du Grenelle, est emblématique des questions que nous avons à poser collectivement. Sans entrer dans le débat, la proposition de conditionner cette taxe à une baisse des prélèvements sur le travail, au nom de la neutralité fiscale, nous paraît inadmissible et dangereuse. Inadmissible car on ne peut opposer ainsi le droit à la protection sociale et le droit à un environnement sain, et dangereuse car une taxation sur l'utilisation de l'énergie est nécessaire et doit être acceptée dans sa dimension sociale et environnementale.

Enfin et pour conclure, le mouvement altermondialiste, qui s'est donné des outils pour la convergence des mouvements sociaux à travers les forums sociaux, locaux, régionaux et mondiaux, doit faire apparaître de manière beaucoup plus explicite la liaison entre la crise sociale et la crise environnementale. Ce sera un enjeu essentiel du forum européen en septembre et du forum social mondial de Belem en 2009. ■